

CRITERES D'ELIGIBILITE

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

Calcul de l'EBE moyen des 5 derniers exercices = EBE des 5 exercices précédents en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse

Renseigner **OBLIGATOIREMENT** les 5 années.

Dans le cas où une ou plusieurs années sont manquantes (nouvel installé...), veuillez justifier :

EBE exercice N-5	EBE exercice N-4	EBE exercice N-3	EBE exercice N-2	EBE exercice N-1	EBE moyen

Calcul du taux de perte de l'EBE (doit être supérieur à 20%):

(EBE moyen – EBE du dernier exercice clos) / EBE moyen = _____ %

ou (EBE N-1 – EBE du dernier exercice clos) / EBE N-1 = _____ %

CRITERES DE PRIORISATION

TAUX DE SPECIALISATION

Productions	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos/...../.....	Taux de spécialisation
A) Chiffre d'affaires total	_____ €	
B) Chiffre d'affaires production de céréales	_____ €	_____ % (B/A)
C) Chiffre d'affaires production de fruits et légumes	_____ €	_____ % (C/A)

Critères supplémentaires définis localement

TAUX D'ENDETTEMENT

Taux d'endettement : rapport entre les annuités des prêts professionnels (long, moyen et court terme), hors foncier, et l'excédent brut d'exploitation (EBE), apprécié au regard du dernier exercice comptable clos ou EBE prévisionnel (*) ou sur la base de comptes arrêtés en cours d'exercice, au plus tard à la date de dépôt du dossier, selon la disponibilité des informations approuvées et certifiées par les centres de gestion agréés ou un expert comptable.

(*) si l'EBE du dernier exercice clos (N) permettant de prendre en compte les difficultés les plus récentes n'est pas disponible au moment de la demande d'aide.

Pour les exploitations au forfait, en l'absence de données permettant de le calculer, l'EBE peut-être évalué à 40 % du CA dûment justifié.

Annuités Court Moyen Long terme des prêts bancaires 2015 _____ €

EBE du dernier exercice clos (N) ou EBE prévisionnel ou EBE sur compte arrêtés en cours d'exercice _____ €

RATIO _____ %

EXPLOITATION AU FORFAIT

Oui Non

CERTIFICATION DES DONNEES COMPTABLES

Données fournies par un centre comptable Obligatoire pour les exploitations au réel.	Données non certifiées par un centre comptable Cas uniquement des exploitations au forfait ne possédant pas de Centre de Gestion
Nom du centre comptable et du comptable responsable : <hr style="width: 80%; margin-left: 0;"/> <p><i>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</i></p> <p>Signature et cachet du centre comptable :</p>	<p><i>Fournir des documents pour justifier les valeurs renseignées dans les tableaux ci-dessus : déclaration TVA, remboursement forfaitaire agricole, ...</i></p> <p><i>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</i></p> <p>Signature et nom de l'exploitant demandeur :</p>

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom) : _____

- **Demande à bénéficier de l'aide 'une aide à l'allègement des charges financières à destination des éleveurs dans le cadre du plan de soutien à l'élevage français numéro 2.**

- **Atteste sur l'honneur :**
 - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
 - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - avoir pris connaissance des décisions du Directeur général de FranceAgrimer INTV-GECRI-2016-13 du 31/03/2016 et INTV-GECRI-2016-22 du 27/04/2016
 - être à jour de mes obligations fiscales et sociales
 - n'avoir fait qu'une seule demande d'aide dans le cadre de cette mesure
 - ne pas avoir sollicité d'aide pour les volets B&C dans le cadre du plan élevage 1 (2015)
 - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
 - que mon entreprise n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
 - être informé que le plafond des aides *de minimis* est limité à :
15 000 € par exploitation au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement *de minimis* agricole »), Ce règlement a été publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

- **M'engage à :**
 - à fournir à la DDT/DDTM les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.
 - autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.
 - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
 - accepter et faciliter les contrôles.

Fait à _____, le _____ (obligatoire)

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

MENTIONS LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE

Joindre à la présente demande les pièces justificatives et cocher la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
<p>Cas des exploitations agricoles avec données comptables certifiées par un centre de gestion agréé ou un expert comptable :</p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur avec les données comptables (ou données comptables annexées au formulaire) certifiées (signature, qualité du signataire et cachet).</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas des exploitations au forfait fiscal dont les données comptables ne sont pas certifiées par un centre de gestion ou un expert comptable :</p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur, comportant les données comptables (page 2 du formulaire), accompagné des documents permettant de justifier les valeurs renseignées dans le formulaire de demande,</p> <p>- Notification du forfait par l'administration,</p> <p>- Déclaration sur l'honneur attestant du régime forfaitaire de l'exploitation</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>- Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « <i>de minimis</i> » agricole pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (annexe n°1 de la notice explicative Cerfa N°51992#04)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>- Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides <i>de minimis</i> au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> entreprise, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (annexe n°1 bis de la notice explicative Cerfa N°51992#04)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, fiche spécifique de votre département pour les critères de priorisation définis localement dûment remplie</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, le pouvoir (annexe 2 de la notice explicative Cerfa Cerfa N°51992#04)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, pour le volet b de l'aide (prise en charge de la commission de garantie) : Annexe 4 de la notice explicative certifiant le montant de la garantie relative au(x) prêt(s) de restructuration.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, pour le volet c de l'aide (coûts liés à la restructuration de la dette) : Annexe 5 de la notice explicative.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Le cas échéant, pour les récents installés, un document justifiant de la date de l'installation (attestation MSA, certificat de conformité « aides à l'installation des JA »...)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**RESERVE A L'ADMINISTRATION
A USAGE DE FRANCEAGRIMER - NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

N° de dossier : _____

Date de réception : |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|